

# SENATO DELLA REPUBBLICA

IX LEGISLATURA

(N. 1062)

## DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(ANDREOTTI)

di concerto col **Ministro di Grazia e Giustizia**

(MARTINAZZOLI)

e col **Ministro delle Finanze**

(VISENTINI)

(V. Stampato Camera n. 1114)

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 6 dicembre 1984*

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza  
il 13 dicembre 1984*

Ratifica ed esecuzione del protocollo aggiuntivo alla convenzione europea di assistenza giudiziaria in materia penale, adottato a Strasburgo il 17 marzo 1978



**DISEGNO DI LEGGE**

---

**ART. 1.**

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il protocollo aggiuntivo alla convenzione europea di assistenza giudiziaria in materia penale, adottato a Strasburgo il 17 marzo 1978.

**ART. 2.**

Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 5 del protocollo stesso.

**PROCOLE ADDITIONNEL****a la Convention européenne d'entraide judiciaire  
en matière pénale**

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole,

Désireux de faciliter l'application en matière d'infractions fiscales de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale ouverte à la signature à Strasbourg le 20 avril 1959 (ci-après dénommée « la Convention »);

Considérant également qu'il est opportun de compléter ladite Convention à certains autres égards,

Sont convenus de ce qui suit :

**TITRE I****ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Les Parties Contractantes n'exerceront pas le droit prévu à l'article 2. *a* de la Convention de refuser l'entraide judiciaire pour le seul motif que la demande se rapporte à une infraction que la Partie requise considère comme une infraction fiscale.

**ARTICLE 2**

1. Dans le cas où une Partie Contractante s'est réservé la faculté de soumettre l'exécution des commissions rogatoires aux fins de perquisition ou saisie d'objets à la condition que l'infraction motivant la commission rogatoire soit punissable selon la loi de la Partie requérante et de la Partie requise, cette condition sera remplie en ce qui concerne les infractions fiscales, si l'infraction est punissable selon la loi de la Partie requérante et correspond à une infraction de même nature selon la loi de la Partie requise.

2. La demande ne pourra être rejetée pour le motif que la législation de la Partie requise n'impose pas le même type de taxes ou impôts, ou ne contient pas le même type de réglementation en matière de taxes et impôts, de douane et de change que la législation de la Partie requérante.

## TITRE II

## ARTICLE 3

La Convention s'appliquera également :

*a.* à la notification des actes visant l'exécution d'une peine, le recouvrement d'une amende ou le paiement des frais de procédure ;

*b.* aux mesures relatives au sursis au prononcé d'une peine ou à son exécution, à la libération conditionnelle, au renvoi du début d'exécution de la peine ou à l'interruption de son exécution.

## TITRE III

## ARTICLE 4

L'article 22 de la Convention est complété par le texte suivant, l'article 22 original de la Convention constituant le paragraphe 1 et les dispositions ci-après le paragraphe 2 :

« 2. En outre, toute Partie Contractante qui a donné les avis précités communiquera à la Partie intéressée, sur sa demande, dans des cas particuliers, copie des sentences et mesures dont il s'agit, ainsi que tout autre renseignement s'y référant, pour lui permettre d'examiner si elles requièrent des mesures sur le plan interne. Cette communication se fera entre les Ministères de la Justice intéressés. »

## TITRE IV

## ARTICLE 5

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe qui ont signé la Convention. Il sera soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. Le Protocole entrera en vigueur 90 jours après la date du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

3. Il entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui le ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera ultérieurement 90 jours après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

4. Un Etat membre du Conseil de l'Europe ne peut ratifier, accepter ou approuver le présent Protocole sans avoir simultanément ou antérieurement ratifié la Convention.

#### ARTICLE 6

1. Tout Etat qui a adhéré à la Convention peut adhérer au présent Protocole après l'entrée en vigueur de celui-ci.
2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet 90 jours après la date de son dépôt.

#### ARTICLE 7

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera le présent Protocole.
2. Tout Etat peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application du présent Protocole, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.
3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

#### ARTICLE 8

1. Les réserves formulées par une Partie Contractante concernant une disposition de la Convention s'appliqueront également au présent Protocole, à moins que cette Partie n'exprime l'intention contraire au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion. Il en sera de même pour les déclarations faites en vertu de l'article 24 de la Convention.
2. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer qu'il se réserve le droit :
  - a. de ne pas accepter le Titre I, ou de l'accepter seulement en ce qui concerne certaines infractions ou catégories d'infractions

visées par l'article 1, ou de ne pas exécuter les commissions rogatoires aux fins de perquisition ou saisie d'objets en matière d'infractions fiscales ;

b. de ne pas accepter le Titre II ;

c. de ne pas accepter le Titre III.

3. Toute Partie Contractante qui a formulé une réserve en vertu du paragraphe précédent peut la retirer au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europa et qui prendra effet à la date de sa réception.

4. Une Partie Contractante qui a appliqué au présent Protocole une réserve formulée au sujet d'une disposition de la Convention ou qui a formulé une réserve au sujet d'une disposition du présent Protocole ne peut prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie Contractante ; toutefois elle peut, si la réserve est partielle ou conditionnelle, prétendre à l'application de cette disposition dans la mesure où elle l'a acceptée.

5. Aucune autre réserve n'est admise aux dispositions du présent Protocole.

#### ARTICLE 9

Les dispositions du présent Protocole ne font pas obstacle aux règles plus détaillées contenues dans les accords bilatéraux ou multilatéraux conclus entre des Parties Contractantes en application de l'article 26, paragraphe 3, de la Convention.

#### ARTICLE 10

Le Comité Européen pour les Problèmes Criminels du Conseil de l'Europe suivra l'exécution du présent Protocole et facilitera autant que de besoin le règlement amiable de toute difficulté à laquelle l'exécution du Protocole donnerait lieu.

#### ARTICLE 11

1. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer le présent Protocole en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europa.

2. La dénonciation prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

3. La dénonciation de la Convention entraîne automatiquement la dénonciation du présent Protocole.

## ARTICLE 12

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la Convention :

- a.* toute signature du présent Protocole ;
- b.* le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbaton ou d'adhésion ;
- c.* toute date d'entrée en vigueur du présent Protocole conformément à ses articles 5 et 6 ;
- d.* toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 7 ;
- e.* toute déclaration reçue en applicaton des dispositions du paragraphe 1 de l'article 8 ;
- f.* toute réserve formulée en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 8 ;
- g.* le retrait de toute réserve effectué en application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 8 ;
- h.* toute notification reçue en application des dispositions de l'article 11 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

*En foi de quoi*, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

*Fait à Strasbourg*, le 17 mars 1978, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.



## TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nel Protocollo, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

**PROTOCOLLO**  
**aggiuntivo alla Convenzione europea di assistenza giudiziaria**  
**in materia penale**

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari del presente Protocollo;

desiderosi di facilitare l'applicazione in materia di reati fiscali della Convenzione europea di reciproca assistenza giudiziaria in materia penale aperta alla firma a Strasburgo il 20 aprile 1959 (in appresso chiamata « la Convenzione »);

considerando altresì che è opportuno completare detta Convenzione sotto taluni altri punti di vista;

hanno convenuto quanto segue:

## TITOLO I

## ARTICOLO 1.

Le Parti contraenti non eserciteranno il diritto, di cui all'articolo 2 a) della Convenzione, di rifiutare la reciproca assistenza giudiziaria per il solo motivo che la domanda si riferisce ad un reato che la Parte richiesta considera come reato fiscale.

## ARTICOLO 2.

1. Nel caso in cui una Parte contraente si è riservata la facoltà di subordinare l'esecuzione delle rogatorie a scopo di perquisizione o sequestro di oggetti alla condizione che il reato che motiva la rogatoria sia punibile secondo la legge della Parte richiedente e della Parte richiesta, tale condizione sarà soddisfatta, per quanto concerne i reati fiscali, se il reato è punibile secondo la legge della Parte richiedente e corrisponde ad un reato della stessa natura secondo la legge della Parte richiesta.

2. La domanda non potrà essere respinta a motivo che la legislazione della Parte richiesta non impone lo stesso tipo di tasse o di imposte, o che non contiene lo stesso tipo di regolamentazione in materia di tasse e di imposte, di dogana e di cambio della legislazione della Parte richiedente.

## TITOLO II

## ARTICOLO 3.

La Convenzione si applicherà altresì:

a) alla notificazione degli atti riguardanti l'esecuzione di una pena, il recupero di una pena pecuniaria e il pagamento di spese processuali;

b) alle misure relative alla sospensione condizionale, alla pronuncia di una pena o alla sua esecuzione, alla liberazione condizionale, al rinvio dell'inizio dell'esecuzione della pena o all'interruzione della sua esecuzione.

## TITOLO III

## ARTICOLO 4.

L'articolo 22 della Convenzione è completato dal testo seguente, costituendo l'articolo 22 originale della Convenzione il paragrafo 1 e le disposizioni qui in appresso il paragrafo 2:

« 2. Inoltre, ogni Parte contraente che ha provveduto agli avvisi succitati comunicherà alla Parte interessata, a sua richiesta, in casi particolari, copie delle sentenze e delle misure di cui trattasi, nonché ogni altra informazione relativa, per consentirgli di esaminare se esse richiedano misure sul piano interno. Tale comunicazione si farà tra i Ministeri della giustizia interessati ».

## TITOLO IV

## ARTICOLO 5.

1. Il presente Protocollo è aperto alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa che hanno firmato la Convenzione. Esso sarà soggetto a ratifica, accettazione od approvazione. Gli strumenti di ratifica, accettazione od approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. Il Protocollo entrerà in vigore 90 giorni dopo la data del deposito del terzo strumento di ratifica, d'accettazione o d'approvazione.

3. Esso entrerà in vigore nei confronti di ogni Stato firmatario che lo ratificherà, lo accetterà o l'approverà successivamente, 90

giorni dopo la data del deposito del suo strumento di ratifica, accettazione od approvazione.

4. Uno Stato membro del Consiglio d'Europa non può ratificare, accettare od approvare il presente Protocollo senza aver simultaneamente o antecedentemente ratificato la Convenzione.

#### ARTICOLO 6.

1. Ogni Stato che ha aderito alla Convenzione può aderire al presente Protocollo dopo l'entrata in vigore di quest'ultimo.

2. L'adesione si effettuerà mediante il deposito, presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa, di uno strumento di adesione che diverrà efficace 90 giorni dopo la data del deposito.

#### ARTICOLO 7.

1. Ogni Stato può, al momento della firma o al momento del deposito del suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione od adesione, designare il o i territori ai quali si applicherà il presente Protocollo.

2. Ogni Stato può, al momento del deposito del suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione od adesione, o in ogni altro momento successivo, estendere l'applicazione del presente Protocollo, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, ad ogni altro territorio indicato nella dichiarazione del quale assicura le relazioni internazionali o per il quale è qualificato a trattare.

3. Ogni dichiarazione fatta in virtù del paragrafo precedente potrà essere ritirata, per quanto concerne ogni territorio indicato in detta dichiarazione, mediante notificazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa. Il ritiro diverrà efficace 6 mesi dopo la data di ricevimento della notificazione da parte del Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

#### ARTICOLO 8.

1. Le riserve formulate da una Parte contraente concernenti una disposizione della Convenzione si applicheranno al presente Protocollo, a meno che tale Parte non esprima l'intenzione contraria al momento della firma o al momento del deposito del suo strumento di ratifica, d'accettazione, di approvazione o d'adesione. Lo stesso dicasi per le dichiarazioni fatte in virtù dell'articolo 24 della Convenzione.

2. Ogni Stato può, al momento della firma o al momento del deposito del suo strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione, dichiarare che si riserva il diritto:

a) di non accettare il Titolo I o di accettarlo soltanto per quanto concerne taluni reati o categorie di reati contemplati dall'articolo 1, o di non dare esecuzione alle commissioni rogatorie per fini di perquisizione o sequestro d'oggetti in materia di reati fiscali;

b) di non accettare il Titolo II;

c) di non accettare il Titolo III.

3. Ogni Parte contraente che ha formulato una riserva in virtù del paragrafo che precede, può ritirarla mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa che avrà effetto a partire dalla data del suo ricevimento.

4. Una Parte contraente che ha applicato al presente Protocollo una riserva formulata in merito ad una disposizione della Convenzione o che ha formulato una riserva in merito ad una disposizione del presente Protocollo non può pretendere l'applicazione di tale disposizione da parte di un'altra Parte contraente; tuttavia essa può, se la riserva è parziale o condizionata, pretendere l'applicazione di tale disposizione nella misura in cui essa l'ha accettata.

5. Non è ammessa nessun'altra riserva alle disposizioni del presente Protocollo.

#### ARTICOLO 9.

Le disposizioni del presente Protocollo non ostacolano le norme più dettagliate contenute negli accordi bilaterali o multilaterali conclusi tra le Parti contraenti in applicazione dell'articolo 26, paragrafo 3, della Convenzione.

#### ARTICOLO 10.

Il Comitato europeo per i Problemi criminali del Consiglio d'Europa seguirà l'esecuzione del presente Protocollo e faciliterà, ove necessario, il regolamento amichevole di ogni difficoltà derivante dall'esecuzione del Protocollo.

#### ARTICOLO 11.

1. Ogni Parte contraente potrà, per quanto la riguarda, denunciare il presente Protocollo indirizzando una notificazione al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La denuncia avrà effetto 6 mesi dopo la data di ricevimento della notificazione da parte del Segretario Generale.

3. La denuncia della Convenzione comporta automaticamente la denuncia del presente Protocollo.

## ARTICOLO 12.

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio e ad ogni Stato che ha aderito alla Convenzione:

- a) ogni firma del presente Protocollo;
- b) il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione, d'approvazione o di adesione;
- c) ogni data di entrata in vigore del presente Protocollo, in conformità agli articoli 5 e 6;
- d) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 7;
- e) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 8;
- f) ogni riserva formulata in applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 8;
- g) il ritiro di ogni riserva effettuato in applicazione delle disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 8;
- h) ogni notificazione ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 11 e la data in cui la denuncia avrà effetto.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente all'uopo autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

FATTO A STRASBURGO, addì 17 marzo 1978, in lingua francese ed inglese, entrambi i testi facendo ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne comunicherà copia munita di certificazione di conformità a ciascuno degli Stati firmatari ed aderenti.